



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

ASSOCIATION DE LA VALLEE DE L'HERAULT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
ASSOCIATION DE LA VALLEE DE L'HERAULT
Avenue de la Gardie 34510 FLORENSAC

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

ASSOCIATION DE LA VALLEE DE L'HERAULT

Avenue de la Gardie 34510 FLORENSAC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association DE LA VALLEE DE L'HERAULT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association DE LA VALLEE DE L'HERAULT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 8 juin 2026

KPMG SA

Sandra GILLET

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	123 958	112 924	11 034	3 385
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	450 697	204 341	246 355	254 854
Constructions	13 674 925	6 363 418	7 311 507	7 525 870
Installations techniques, matériel et outillage	4 174 753	3 062 421	1 112 332	1 221 677
Autres immobilisations corporelles	1 431 492	1 126 858	304 634	285 546
Immo. corp. en cours, avances et acomptes	633 675		633 675	223 372
BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées	61		61	61
Autres immobilisations financières	49 660		49 660	53 663
<u>TOTAL I</u>	<u>20 539 221</u>	<u>10 869 963</u>	<u>9 669 258</u>	<u>9 568 427</u>
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements	879 387		879 387	874 630
En-cours de production (B & S)	494 251		494 251	385 924
Marchandises	265 471		265 471	196 015
CREANCES				
Usagers et comptes rattachés	1 392 024	7 550	1 384 474	1 316 722
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1 021 321	26 107	995 214	606 517
Charges constatées d'avance	88 544		88 544	92 326
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	21 252		21 252	29 419
Disponibilités	3 066 480		3 066 480	2 098 971
<u>TOTAL II</u>	<u>7 228 729</u>	<u>33 656</u>	<u>7 195 073</u>	<u>5 600 525</u>
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<u>TOTAL III</u>				
TOTAL DE L'ACTIF	27 767 950	10 903 619	16 864 331	15 168 952

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	1 123 840	1 123 840
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	1 440 049	1 383 556
Autres réserves	3 104 612	2 987 948
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	-302 583	-123 728
Report à nouveau propre	-505 639	-492 115
Résultat de l'exercice	331 682	-19 221
SITUATION NETTE	5 191 962	4 860 280
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	737 134	795 667
Provisions réglementées	665 356	663 034
<u>TOTAL I</u>	<u>6 594 452</u>	<u>6 318 981</u>
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	300 522	306 949
<u>TOTAL II</u>	<u>300 522</u>	<u>306 949</u>
PROVISIONS		
Provisions pour risques	22 400	22 400
Provisions pour charges	82 497	82 497
<u>TOTAL III</u>	<u>104 897</u>	<u>104 897</u>
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 163 256	6 176 997
Emprunts et dettes financières diverses	12 687	11 904
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	707 694	573 160
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 673 799	1 498 336
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	275 779	157 949
Autres dettes	31 244	19 779
Produits constatés d'avance		
<u>TOTAL IV</u>	<u>9 864 460</u>	<u>8 438 125</u>
COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL DU PASSIF	16 864 331	15 168 952

COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	Sur 12 mois : Variation en valeur annuel
Cotisations	280	320	-40
Ventes de Biens et services	4 655 933	4 299 792	356 141
Production stockée	177 782	118 805	58 977
Production immobilisée	34 896	105 052	-70 155
Concours publics et subventions	11 109 944	10 251 279	858 665
Ressources liées à la générosité du public	8 671	9 509	-837
Contributions financières	5 551		5 551
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	2 400	24 437	-22 037
Utilisation des fonds dédiés	26 042	39 743	-13 700
Autres produits	100 984	45 918	55 066
<u>Produits d'exploitation</u>	<u>16 122 484</u>	<u>14 894 854</u>	<u>1 227 630</u>
Achats de marchandises		7 579	-7 579
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières	2 107 865	2 104 105	3 760
Variation de stock de matières premières	-4 756	-171 569	166 813
Autres achats et charges externes	2 552 349	2 408 340	144 009
Aides financières	3 600	2 550	1 050
Impôts et taxes	670 331	648 241	22 090
Salaires et Traitements	6 861 822	6 587 996	273 826
Charges sociales	2 590 520	2 450 130	140 390
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	778 761	761 162	17 599
Dotations aux provisions	29 545		29 545
Report en fonds dédiés	19 615	20 230	-615
Autres charges	63 024	15 368	47 656
<u>Charges d'exploitation</u>	<u>15 672 675</u>	<u>14 834 132</u>	<u>838 544</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION	449 809	60 723	389 087
Produits financiers	4 713	4 815	-102
Charges financières	119 860	171 299	-51 438
<u>Résultat financier</u>	<u>-115 147</u>	<u>-166 483</u>	<u>51 337</u>
RESULTAT COURANT	334 663	-105 761	440 423
Produits exceptionnels		92 713	-92 713
Charges exceptionnelles	2 322	5 470	-3 148
<u>Résultat exceptionnel</u>	<u>-2 322</u>	<u>87 243</u>	<u>-89 565</u>
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	658	703	-45
EXCEDENT OU DEFICIT	331 682	-19 221	350 903
Contributions volontaires en nature			
Charges des contributions volontaires en nature			

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Description de l'objet social de l'entité

A.V.H. est une Association Gestionnaire d'Etablissements Sociaux Médico-Sociaux, multi-agréments, implantés dans l'Ouest, le Centre et le Nord Héraultais.

Description de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

Le dispositif associatif apporte une réponse adaptée aux personnes en situation de handicap en favorisant l'intervention de proximité. Ainsi 20 unités territoriales distinctes participent à l'organisation de l'offre sociale médico-sociale du département :

- Un établissement d'accueil non médicalisé type foyer logement de 35 places (23 collectives, 12 éclatées) conventionné à l'APL, à Florensac
- Un établissement d'accueil non médicalisé type foyer de vie et accueil de jour 44 places (dont 34 en hébergement) conventionné à l'APL, à Frontignan
- Un SAVS, agrément de 265 places en file active, composé de 6 antennes : Agde, Béziers, Clermont l'Hérault, Pézenas, Sète, Montpellier.
- Un GEM, 40 adhérents, à Béziers
- Un GEM, 40 adhérents, à Montpellier
- Un SAMSAH, agrément de 30 places en file active, 20 places à Béziers et 10 places cœur d'Hérault
- Un dispositif d'accompagnement social en Accueil Familial pour personnes en situation de handicap et personnes âgées (130 places), Ouest Héraultais
- Un dispositif d'accompagnement médico-social à domicile en partenariat avec ACM-Altemed pour les locataires du parc locatif de ce dernier, vivant avec des troubles de santé mentale.
- Un ESAT de 92 places situé à Florensac
- Une Entreprise Adaptée de 50 salariés située à Paulhan
- Une Résidence Accueil de 20 logements à Béziers
- Un dispositif habitat inclusif – AVP composé de 10 logements à Florensac
- Une S.A.E.S.A.T. de 5 places (10 places à mi-temps).

Description des moyens mis en œuvre

Chacun de ces équipements bénéficie d'un agrément d'exploitation délivré par le Conseil Départemental de l'Hérault, l'Agence Régionale de Santé Occitanie, la DIRECTTE ou encore la Direction Départementale de la Cohésion Sociale 34.

La structuration du dispositif associatif est construite autour d'une articulation entre la gouvernance et la Direction Générale, formalisée par un DUD, et déclinée en trois pôles (Pôle Accueil -Accompagnement, Pôle Travail, Pôle Hébergement). Chacun des pôles est placé sous la responsabilité d'un directeur diplômé et expérimenté avec des subdélégations formalisées.

2/ Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant

A/ FOYER DE VIE JEAN PIAGET :

Les travaux de la tranche 3 ont commencé, conformément au PPI 2023/2028 validé par le Conseil Départemental de l'Hérault.

- Travaux prévus au P.P.I. = 1 030 612 euros.
- Les immobilisations en cours au 31/12/2025 sont de 52 002 euros. Achèvement des travaux prévu début 2027.
- **Emprunts totalement débloqués au 31/12/2025 = 1 030 612 euros.**

REGLES ET METHODES COMPTABLES

B/ S.A.E.S.AT. :

Ouverture de la Section Annexe d'E.S.A.T. à compter du 01/09/2025 avec une capacité de 5 places (10 places à mi-temps).

Financement par le Conseil Départemental de l'Hérault qui a retenu un coût à la place de 14 501 Euros.

Soit un budget en année pleine de 72 507 Euros (hors ségur).

Les dépenses réalisées avant l'ouverture de l'établissement (2024-->08/2025) sont intégrées dans le compte de résultat de l'exercice.

C/ GESTION PROPRE :

Depuis plusieurs exercices, A.C.H. (Association Centre Hérault) connaît, outre des difficultés économiques et financières, des difficultés administratives et de personnel. Dans ce contexte difficile, l'A.R.S. Occitanie et le Conseil Départemental 34 ont, par courrier en date du 16 mai 2025, sollicité de l'association A.C.H. la mise en œuvre urgente de mesures correctives relatives :

- à la gouvernance des structures ;
- à la continuité de direction des établissements ;
- au suivi qualité des établissements.

Dans ce contexte A.C.H. et A.V.H. ont entamé des démarches de rapprochement avec pour objectif la reprise de A.C.H. par A.V.H. dans le cadre d'une opération de fusion - absorption au 30/06/2026 avec effet rétroactif au 01/01/2026. Avec une proposition de mission d'accompagnement signée de manière tripartite entre A.C.H., A.V.H. et le cabinet d'avocats Carré Droit en date du 01/07/2025.

Dans l'optique de cette opération, en tenant compte des questionnements de l'A.R.S. et du C.D. 34, A.C.H. a souhaité confier à l'association A.V.H., une mission d'assistance et de conseil.

Pour ce faire une convention de prestation de service a été contractualisée.

Cette convention avait pour but de :

- réaliser un audit par A.V.H. des aspects règlementaire, social, structuration RH, financier et opérationnel de l'association A.C.H.
- mettre en œuvre les moyens de remédier aux manquements notifiés par les A.T.C. le 16/05/2025.
- assurer la continuité de direction des établissements.

Convention de prestation de service signée avec l'association Centre Hérault. Suite à des difficultés dans la réalisation de la mission, A.V.H. a convié les interlocuteurs de A.C.H. à une réunion à ce sujet le 07/11/2025. Il nous a été répondu que leur président ne souhaitait pas qu'ils y participent car il était en attente "d'un protocole de rapprochement entre les deux CA et que dans l'attente de ce document validé, il demandait à ses équipes de différer leurs participations à de futures réunions. Suite à ce retour, le 07/11/2025 le Président de A.V.H. a répondu à son homologue de A.C.H., que par ce positionnement il était impossible à notre association de tenir nos engagements dans le cadre de la convention de prestation de services signée le 07/10/2025 (et validée par les ATC) et que nous informions l'A.R.S. et le C.D. 34 de la situation. En date du 20/11/2025, A.V.H a reçu par LRAR un courrier de résiliation de la convention de prestations de services signée du président de A.C.H.

Des primes de missions ont été versées de mi-octobre 2025 au 20 décembre 2025 au personnel de l'A.V.H. qui a été mobilisé.

A.V.H. a émis 3 factures pour un montant total de 21 995 Euros. **Montant impayé, litige en cours et dépréciation de la créance pour la totalité.** Mise en place d'une procédure de paiement devant le tribunal judiciaire de Béziers.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

3/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du 5/
- Indépendance des exercices

4/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels et frais d'études	1 à 5 ans
- Agencements et aménagements des terrains	5 à 25 ans
- Constructions (composants)	1 à 40 ans
- Agencements et aménagements des constructions	3 à 30 ans
- Matériel et outillage	3 à 20 ans
- Installations générales et agencements divers	2 à 15 ans
- Matériel de transport	3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
- Mobilier	2 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Valorisation des stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du dernier prix d'achat.

Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

5/ Changement de méthode comptable :

La première application du règlement ANC n°2022-06 constitue un changement de méthode comptable. L'association applique une méthode prospective, le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

En application de l'obligation prévue par le nouveau règlement, les changements induits sont les suivants :

- Les postes de transferts de charges sont supprimés. Les opérations précédemment affectées dans ces comptes sont désormais comptabilisées en produits de refacturation, en produits d'indemnité d'assurance ou en déduction des charges qu'ils compensent, selon la nature de l'opération.

- L'utilisation des comptes de produits et charges exceptionnels est strictement limitée aux opérations liées à un " événement majeur et inhabituel ".

Comparatif difficile sur certains comptes.

6/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.

- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.

- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.

- du règlement n°2022-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 4 Novembre 2022 modifiant le règlement n°2014-03 de l'ANC du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

- du règlement n°2023-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 7 Juillet 2023 modifiant le règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

- de l'arrêté du 27 Décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Gestion contrôlée : Présentation

7/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

Engagements en matière de retraite

8/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits proratisés temporis majorés des charges sociales. Il a été retenu un taux de progression de 1,5%, un taux d'actualisation de 3,96%, une rotation lente du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 64 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés en annexe des comptes de l'entité.

9/ Information relative à la rémunération des dirigeants – Article 20 de la Loi 2006-586 du 23 mai 2006

Les rémunérations et avantages en nature perçus par les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'élèvent à 103 354 Euros.

ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
ENTREPRISE ADAPTEE		74 215,93		
E.S.A.T. B.A.P.C.	13 329,72			
E.S.A.T. B.P.A.S.			16 223,66	
GESTION PROPRE		7 222,93		
G.E.M.		4 339,30		
FOYER MA RESIDENCE				19 280,48
F.V. JEAN PIAGET				10 985,84
S.A.M.S.A.H.				
VIE SOCIALE			11 088,00	
SOINS			124 294,95	
RESIDENCE ACCUEIL ESPOIR	2 273,26			
S.A.V.S.				
S.A.V.S.			240 133,71	
FAMILLE ACCUEIL	486,46			
A.C.M.	56 392,87			
LES VOISINS MA RESIDENCE				
A.V.P.		10 972,19		
GESTION LOCATIVE		12 385,56		
G.E.M. LESSEPS	1 123,89			
S.A.E.S.A.T.			5 738,06	
TOTAUX	73 606,20	109 135,91	397 478,38	30 266,32

RESULTAT ADMINISTRATIFS

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE ANTERIEUR	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
E.S.A.T. B.P.A.S.	16 223,66		1 798,58	18 022,24
FOYER MA RESIDENCE	-19 280,48	20 000,00	16 813,28	17 532,80
F.V. JEAN PIAGET	-10 985,84		-11 662,16	-22 648,00
S.A.M.S.A.H.				
VIE SOCIALE	11 088,00		-10 106,87	981,13
SOINS	124 294,95		24 843,00	149 137,95
S.A.V.S.	240 133,71		-21 516,40	218 617,31
S.A.E.S.A.T.	5 738,06		985,51	6 723,57
TOTAUX	367 212,06	20 000,00	1 154,94	388 367,00

ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
<u>R.A.N. PROPRE</u>				
B.P.A.S.	42 393,14			
B.A.P.C.	1 064,97	92 545,81		
E.A.		537 285,65		
G.E.M.		4 483,13		
GESTION PROPRE ASSOCIATIVE	62 988,36			
FOYER	73 651,78			
FAMILLE D'ACCUEIL	47 625,27			
P.C.H.	6 475,18			
A.C.M.	4 518,15			
G.E.M. LESSEPS	7 880,36			
LES VOISINS MA RESIDENCE	18 832,84	28 499,55		
<u>DEPENSES REFUSEES</u>				
B.P.A.S.		63 681,62		
FOYER		11 118,42		
S.A.V.S.		3 600,97		
F.V. JEAN PIAGET		29 853,50		
<u>RESULTATS EN ATTENTE T.F.</u>				
B.P.A.S.			202,09	74 771,10
FOYER			11 242,82	69 102,78
S.A.V.S.			247 798,22	
F.V. JEAN PIAGET				85 183,12
S.A.M.S.A.H.			186 450,17	22 010,64
S.A.E.S.A.T.				6 449,91
<u>MESURES D'EXPLOITATIONS</u>				
S.A.M.S.A.H.			8 000,00	
F.V. JEAN PIAGET			14 769,99	
S.A.V.S.			10 000,00	
<u>P.C.D. / DETTE CONGES A PAYER</u>				
FOYER				65 261,78
S.A.V.S.				214 902,84
B.P.A.S.				64 342,68
F.V. JEAN PIAGET				142 196,04
S.A.M.S.A.H.				27 913,72
<u>P.C.D. / AUTRES</u>				
F.V. JEAN PIAGET				6 511,73
FOYER				22 400,00
<u>REPRISES EXCEDENTS</u>				
FOYER MA RESIDENCE			20 000,00	
TOTAUX	265 430,05	771 068,65	498 463,29	801 046,34

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	105 575,55	18 382,63			123 958,18
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	105 575,55	18 382,63			123 958,18
Terrains	445 698,29	4 998,42			450 696,71
Constructions sur sol propre	7 045 817,77	127 780,04			7 173 597,81
Constructions sur sol d'autrui	2 591,63				2 591,63
Installations générales, agencements des constructions	6 084 939,36	70 922,97			6 155 862,33
Install. techniques, Matériel et outillage	4 066 579,77	98 050,95		10 122,00	4 174 752,72
Install. générales, agencements divers	317 743,78	25 129,76			342 873,54
Matériel de transport	467 443,95				467 443,95
Matériel de bureau et informatique	378 438,33	86 050,82			464 489,15
Mobilier	464 228,44	19 577,00			483 805,44
Autres immobilisations corporelles	3 685,31	12 068,52			15 753,83
Immobilisations corporelles en cours	213 249,65	409 925,21			623 174,86
Avances et acomptes	10 122,00	10 500,00		-10 122,00	10 500,00
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	19 500 538,28	865 003,69			20 365 541,97
Participations et créances rattachées	60,98				60,98
Autres titres immobilisés	20 442,08	366,00			20 808,08
Prêts et autres immob. financières	33 220,67	4 113,20	8 482,43		28 851,44
TOTAL IMMOB. FINANCIERES	53 723,73	4 479,20	8 482,43		49 720,50
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	19 659 837,56	887 865,52	8 482,43		20 539 220,65

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Ajustement	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	102 190,44	10 733,85			112 924,29
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	102 190,44	10 733,85			112 924,29
Aménagement terrains	190 844,32	13 496,91			204 341,23
Constructions sur sol propre	3 989 954,83	144 381,48			4 134 336,31
Constructions sur sol d'autrui	2 591,63				2 591,63
Installations générales, agencements des constructions	1 758 225,90	267 485,80			2 025 711,70
Install. techniques, Matériel et outillage	2 844 902,34	217 518,28			3 062 420,62
Install. générales, agencements divers	174 450,67	26 327,71			200 778,38
Matériel de transport	407 448,75	18 070,23			425 518,98
Matériel de bureau et informatique	293 347,95	53 788,10			347 136,05
Mobilier	323 768,14	25 928,24		-208,94	349 487,44
Autres immobilisations corporelles	3 685,31	1 030,57			4 715,88
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	9 989 219,84	768 027,32		-208,94	10 757 038,22
TOTAL AMORTISSEMENTS	10 091 410,28	778 761,17		-208,94	10 869 962,51

TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 123 840,36				1 123 840,36
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves gestion propre	2 987 947,57	116 664,00			3 104 611,57
Réserves gestion contrôlée	1 383 556,23		77 787,91	21 294,88	1 440 049,26
Report à nouveau gestion propre	-492 115,31	-13 523,29			-505 638,60
Report à nouveau gestion contrôlée	-123 728,28	-122 361,74	21 294,88	77 787,91	-302 583,05
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
Gestion propre	103 140,71	-103 140,71	73 606,20	109 135,91	-35 529,71
Gestion contrôlée	-122 361,74	122 361,74	397 478,38	30 266,32	367 212,06
SITUATION NETTE	4 860 279,54		570 167,37	238 485,02	5 191 961,89
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	795 667,27		22 135,39	80 668,86	737 133,80
Provisions réglementées	663 034,40		2 321,89		665 356,29
TOTAL FONDS PROPRES	6 318 981,21		594 624,65	319 153,88	6 594 451,98

TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves gestion contrôlée :				
- Investissement	957 194,80	51 323,24		1 008 518,04
- Trésorerie	303 401,64			303 401,64
- Compensation des déficits	122 959,79	26 464,67	21 294,88	128 129,58
- Compensation des amortissements				
Autres réserves	2 987 947,57	133 353,44	16 689,44	3 104 611,57
TOTAL RESERVES	4 371 503,80	211 141,35	37 984,32	4 544 660,83
Couverture du B.F.R.	61 983,56			61 983,56
Renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	601 050,84	2 321,89		603 372,73
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	663 034,40	2 321,89		665 356,29
Provisions pour litiges	22 400,00			22 400,00
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées (E.S.A.T.)				
Provisions pour départ retraite				
Provisions pour grosses réparations	82 496,96			82 496,96
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	104 896,96			104 896,96
Dépréciation :				
- Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations corporelles				
- Immobilisations financières				
- Stocks et en-cours				
- Comptes clients et usagers	6 511,73	7 549,59	2 400,00	11 661,32
- Autres		21 995,15		21 995,15
TOTAL DEPRECIATION	6 511,73	29 544,74	2 400,00	33 656,47
TOTAL PROVISIONS	774 443,09	31 866,63	2 400,00	803 909,72

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT AU BILAN				
NATURE DES TITRES	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
NATIXIS UNIFED EPARGNE HORIZON OPC - OSTRUM SRI	1 930,07 15 751,32 11 737,26		8 166,22	1 930,07 15 751,32 3 571,04
TOTAL DES VALEURS MOBILIERES	29 418,65		8 166,22	21 252,43

PLUS ET MOINS VALUES LATENTES				
NATURE DES TITRES	Valeur brute fin exercice	Valeur revente fin exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
NATIXIS UNIFED EPARGNE HORIZON OPC - OSTRUM SRI	1 930,07 15 751,32 3 571,04	2 382,31 18 126,24 3 571,04	452,24 2 374,92	
PLUS ET MOINS VALUES LATENTES	21 252,43	24 079,59	2 827,16	

PLUS ET MOINS VALUES DE L'EXERCICE				
NATURE DES TITRES	Plus-values de l'exercice	Moins-values de l'exercice	Dotation aux provisions	Reprise de provisions
NATIXIS UNIFED EPARGNE HORIZON OPC - OSTRUM SRI	610,46			
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS DE L'EXERCICE	610,46			

SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
					Montant global	Non utilisé (1)
			A	B	C	D=A+B-C
<u>Contributions financières autorités de tarification</u>						
FINANC. REMB. CAPITAL EMPRUNT ACHAT DU TERRAIN		63 293,37	6 347,30		69 640,67	69 640,67
CNR ARS - Rénovation Voirie	39 428,00	39 428,00			39 428,00	39 428,00
CNR ARS - Mobilier Cantine	14 664,00	4 399,20		1 466,40	2 932,80	
CNR ARS - QVT (métallerie)	39 539,00	25 956,32		3 953,90	22 002,42	
CNR ARS - Achats gerbeurs	38 669,40	33 997,29		3 866,94	30 130,35	
Provision règlementée G3	13 268,00		13 268,00		13 268,00	
Sous-total :	145 568,40	167 074,18	19 615,30	9 287,24	177 402,24	109 068,67
<u>Subventions d'exploitation</u>						
A.R.S. C.N.R. SOINS 19	3 100,00	411,44		407,24	4,20	
A.R.S. C.N.R. SOINS 20	3 100,00	2 014,59		75,70	1 938,89	
CPAM - BUCCO-DENTAIRE	8 000,00	4 128,50			4 128,50	
FIR ARS - BUCCO-DENTAIRE	10 000,00	10 000,00		2 820,00	7 180,00	
Sous-total :	24 200,00	16 554,53		3 302,94	13 251,59	
<u>Contributions financières d'autres organismes</u>						
FERDER ATELIER 2e TR.	45 918,56	2 647,19		1 314,94	1 332,25	
CENTRE USINAGE	76 000,00	16 031,91		4 913,89	11 118,02	
GENERATEUR	33 613,00	8 355,71		2 240,87	6 114,84	
INSTALLATION BOIS	150 000,00					
FONDATION ABBE PIERRE	99 648,00	96 285,56		4 982,40	91 303,16	
Sous-total :	405 179,56	123 320,37		13 452,10	109 868,27	
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>						
Sous-total :						
Total	574 947,96	306 949,08	19 615,30	26 042,28	300 522,10	109 068,67

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	B	C	D=A+B-C
DIRECCTE - CENTRE USINAGE	33 200,00			33 200,00
DIRECCTE + REGION - MODERN. E.A.	126 811,09			126 811,09
REAMENAGEMENT BUREAUX	74 700,02			74 700,02
ARS 2015 - TERRASSE + PLONGE	23 920,00			23 920,00
SUBVENTION IMMOBILIER SETE	117 862,52			117 862,52
D.R.E.E.T.S. - CABINE DE POUDRAGE	440 716,88		37 839,17	402 877,71
ETAT PLAI 10 LOGTS FLORENSAC	143 000,00			143 000,00
AGGLO 10 LOGTS FLORENSAC	56 000,00			56 000,00
CD 34 10 LOGTS FLORENSAC	40 000,00			40 000,00
REGION 10 LOGTS FLORENSAC	30 000,00			30 000,00
SUBVENTION ESMS NUMERIQUE		59 974,56		59 974,56
TOTAL	1 086 210,51	59 974,56	37 839,17	1 108 345,90

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	B	C	D=A+B-C
DIRECCTE - CENTRE USINAGE	15 442,88	2 213,48		17 656,36
DIRECCTE + REGION - MODERN. E.A.	38 551,28	9 138,82		47 690,10
REAMENAGEMENT BUREAUX	68 126,47	1 314,72		69 441,19
ARS 2015 - TERRASSE + PLONGE	21 710,94	1 672,10		23 383,04
SUBVENTION IMMOBILIER SETE	93 917,40	5 238,20		99 155,60
D.R.E.E.T.S. - CABINE DE POUDRAGE	43 717,35	40 287,77		84 005,12
ETAT PLAI 10 LOGTS FLORENSAC	4 825,27	7 150,00		11 975,27
AGGLO 10 LOGTS FLORENSAC	1 889,62	2 800,00		4 689,62
CD 34 10 LOGTS FLORENSAC	1 349,73	2 000,00		3 349,73
REGION 10 LOGTS FLORENSAC	1 012,30	1 500,00		2 512,30
SUBVENTION ESMS NUMERIQUE		7 353,77		7 353,77
TOTAL	290 543,24	80 668,86		371 212,10

ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		28 851,44	2 000,00	26 851,44	
Débiteurs et comptes rattachés		1 392 023,74	1 392 023,74		
Autres créances		1 021 321,13	1 021 321,13		
Charges constatées d'avance		88 543,78	65 309,79	14 530,88	8 703,11
TOTAL CREANCES		2 530 740,09	2 480 654,66	41 382,32	8 703,11
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		7 163 256,32	463 172,29	1 446 782,33	5 253 301,70
Emprunts et dettes financières diverses (1)		12 687,20	12 687,20		
Fournisseurs et comptes rattachés		707 694,38	707 694,38		
Dettes fiscales et sociales		1 673 798,79	1 499 653,81	174 144,98	
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés		275 778,83	275 778,83		
Autres dettes		31 244,39	31 244,39		
Produits constatés d'avance					
TOTAL DETTES		9 864 459,91	2 990 230,90	1 620 927,31	5 253 301,70
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		1 503 612,00		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		495 938,40		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		7 163 256,32		2

PRODUITS A RECEVOIR

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	12 850,54
4. Autres créances	64 286,93
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	29,12
TOTAL	77 166,59

CHARGES A PAYER

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 111,82
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 956,72
6. Dettes fiscales et sociales	696 165,42
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	5 231,76
TOTAL	809 465,72

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	88 543,78
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
TOTAL	88 543,78
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
TOTAL	

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	
Dotations aux amortissements et provisions	2 321,89
TOTAL	2 321,89
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	
Reprises sur provisions	
TOTAL	
<u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u>	
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>	
DOT. PROV. REGL. PRODUITS FINANCIERS	2 321,89

ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
. Effets escomptés non échus . Avals et cautions donnés . Autres engagements donnés - Affectation hypothécaire - Gage matériel - Redevances de crédit-bail - Engagements en matière de retraite	652 791,00
TOTAL	652 791,00

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
. Plafonds de découverts autorisés . Avals et cautions reçus . Autres engagements reçus <u>F.O.J.P. :</u> - Emprunt C.D.C. (45% CD 34 + 45% Commune + 10% CEPLR) 71 596,21 - Emprunt C.F. (45% CD 34 + 45% Commune + 10% CEPLR) 257 691,40 - Emprunt C.F. (100% C.E.G.C.) 21 724,11 - Emprunt C.C. (50% C.E.G.C.) 64 609,75 - Emprunt C.C. (50% CD 34 + 50% Commune) 1 700 092,84 - Emprunt Banque des territoires (50% CD 34 + 50% Commune) 221 000,00 - Emprunt Banque des territoires (50% CD 34 + 50% Commune) 809 612,00 <u>FOYER :</u> Emprunt C.E. (80% CD 34 + 20% Agglo) 2 693 646,64 <u>E.S.A.T.</u> + E.A. : 62 281,37 - Emprunt Crédit Coopératif - C.E.G.C. - 50% (Capital + intérêts) <u>GESTION PROPRE :</u> Emprunt Banque du territoire (25% CD34 + 75% Agglo) 1 009 494,55	
TOTAL	6 911 748,87

TABLEAU DU PERSONNEL

CATEGORIES	EFFECTIF			EFFECTIF EQUIVALENT TEMPS PLEIN (E.T.P.)
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
Cadres	13	14	27	23,32
Employés	42	90	132	123,30
Ouvriers	31	7	38	36,88
Contrats Apprentissage	1	2	3	3,00
Travailleurs en situation de handicap	82	24	106	86,00
TOTAUX	169	137	306	272,50

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics	
À la charge de l'Assurance maladie	1 750 850,52
À la charge de l'État	1 811 604,07
À la charge du Département	6 929 927,62
À la charge des Caisses d'Allocations Familiales	
À la charge d'autres financeurs	15 084,86
. Subventions d'exploitation	
Union Européenne	
État	142 575,00
Région	
Département	60 000,00
Collectivités territoriales	
Assurance maladie	317 733,30
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	1 500,00
. Subventions d'investissement	
Union Européenne	
État	
Région	
Département	
Collectivités territoriales	
Assurance maladie	59 974,56
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	
TOTAL	11 089 249,93

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2025	35 943,22		35 943,22
TOTAL	35 943,22		35 943,22